

3 789990 301003

P 99903 DOM 1,00€

REVOLUTION SOCIALISTE



CP N° 57608 - Directeur de publication : Philippe Pierre-Charles - BP 1031 97200 Fort-de-France CEDEX - Fax 05 96 64 28 69



**CRISE:
FAIRE
FACE !**

novembre 2008

RS N° 969

<http://www.grs.fr.fm/>

Prix : 1 euro

**SAUVONS LES PEUPLES !
A BAS LE CAPITALISME
PREDATEUR !**

***SENS ET PORTEE DE
L'ELECTION D'OBAMA***

SAUVONS LES PEUPLES ! A BAS LE CAPITALISME PREDATEUR !

DES POMPIERS TARDIFS.

Les pompiers du système ont jeté des milliards de dollars sur les flammes des banques. Mais le feu a déjà pris dans l'économie réelle. Histoire de préparer le bon peuple aux sacrifices, Nicolas Sarkozy s'écriait : " la crise actuelle aura des conséquences sur la croissance, sur le chômage et sur le pouvoir d'achat " (discours à Toulon le 25 -09)

Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi, surenchérit : " je m'attends à ce qu'on ait des chiffres du chômage qui soient mauvais pour un an "

Souvenez-vous de l'arrogance des idéologues du capitalisme triomphant. (Ils proclamaient : les guerres et les troubles disparaîtront. Ce sera " la fin de l'histoire " !) Mais la réalité têtue est là : le capitalisme porte en lui la crise et les guerres comme les nuages portent en eux la pluie, pour parler comme Jean Jaurès.

Chacun a pu entendre Sarkozy déclarer : " le libéralisme c'est fini. " Et voici l'Etat qui intervient dans l'économie pour renflouer les banques, qui relance les contrats aidés, supprimés hier au nom du libéralisme, qui freine la privatisation en cours de la poste !

Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Ces ajustements tactiques ont un objectif avoué : "refonder le capitalisme" (Sarkozy). De fait, les participations prises dans le capital des banques sont censées être rétrocédées au privé dans des temps meilleurs et l'Etat renonce d'emblée au droit de vote dans les conseils d'administration des banques ! Les contrats aidés annoncés s'accompagnent du

maintien des suppressions massives de postes dans le public et d'une facilité supplémentaire donnée à la généralisation des CDD (Contrats à Durée Déterminée) en lieu et place des CDI (Contrat à Durée Indéterminée).

La précarité est donc bien le but stratégique recherché par les stratèges de la bourgeoisie ! Quant au recul de la privatisation de La poste, il est cyniquement annoncé comme temporaire !

DES PEUPLES DENIAISES

Les événements actuels sont la minute de vérité du système. 30 ans de mensonges éhontés s'achèvent. Nous, les critiques obstinés de l'idéologie néo-libérale (c'est à dire capitaliste) étions présentés par les "économistes" bourgeois et "politologues" de tous poils comme des ringards, des anti-capitalistes archaïques, des Marxistes dépassés. Nous étions aveugles de ne pas

(Suite en page 3)

voir que "*la main invisible*" du marché suffisait pour que tout aille tout seul, que les mécanismes se régulaient automatiquement sans avoir besoin d'un intrus nommé l'Etat qui n'avait qu'à se concentrer sur ses tâches uniques : l'armée, la police, la justice "A bas l'assistanat !", hurlaient ces messieurs et dames lorsque nous défendions des mesures en faveur des pauvres !

Sé parol la ki té long ! La vie et les contradictions du capitalisme font exploser ces balivernes et on découvre qui sont les vrais assistés : les banquiers qui touchent les dividendes créés en dernière instance par le travail de millions d'hommes et de femmes, quand ce n'est pas tout bonnement celui des enfants comme dans les pays dits "émergents". Des parasites qui en veulent "toujours plus" d'un Etat qu'ils oublient subitement de dénoncer comme un intrus, une entrave au bon fonctionnement du marché !

Et le peuple ébahi constate : il était impossible en France de trouver 10 milliards pour combler le "*trou de la sécu*" sans prendre dans la poche des malades mais voici 350 milliards pour les banques et le patronat "en difficulté" ! On nous rabattait les oreilles avec une prétendue discorde pour savoir où trouver les ... 3,5 milliards nécessaires pour le R.S.A (revenu de solidarité active).

Aujourd'hui c'est la

somme fournie en un claquement de doigts à une seule des banques dans la tourmente (Dexia). Le nommé Fillon qui nous expliquait qu'on ne peut rien faire pour les services publics tellement l'Etat était "*en faillite*" (sic !) ne se donne même pas la peine de nous expliquer où il a bien pu trouver les 350 milliards aujourd'hui distribués aux capitalistes ! L'Etat en faillite avait donc des ressources cachées !

Les calculs faits par certaines ONG montrent que les fameux "objectifs du millénaire" fixés par l'ONU (fournir l'eau potable à tout le monde, résoudre les grands problèmes de santé des populations, éliminer la grande pauvreté, ...) seraient largement atteints avec l'utilisation des 3000 milliards de dollars alloués aux banques en un tour de main !

Le profit à la place de la satisfaction des besoins humains, voilà l'essence du capitalisme, révélée dans sa nudité crue par les événements actuels. Tous ceux qui ont des yeux pour voir, toutes celles qui ont des oreilles pour entendre peuvent et doivent comprendre cela.

UNE CRISE PROFONDE DU CAPITALISME

Devant ces évidences, les défenseurs du système essaient de tout réduire aux

"excès", aux "dérives" et "déviances" dues à quelques méchants pervers immoraux.

Comme c'est curieux qu'ils n'aient pas entendu hier ceux qui dénonçaient ces travers et les dangers qu'ils comportaient ! Mais en réalité, il faut aller à la racine des problèmes. Comme celle qui a commencé en 1929, la crise d'aujourd'hui est une sanction des mécanismes visant par tous les moyens à faire acheter par le peuple des biens pour lesquels il n'a pas le pouvoir d'achat correspondant. Hier des automobiles, aujourd'hui des logements aux USA, demain n'importe quoi n'importe où !

Car la contradiction du capitalisme c'est que ce mode de production a décuplé les capacités de production (de choses utiles ou inutiles !) sans créer pour les masses le pouvoir d'achat pour les consommer. Et ceci pour une raison simple. Le capitalisme c'est la division de la société en classes antagonistes : d'un côté capitalistes et alliés qui amassent les richesses, de l'autre, travailleurs et classes populaires dont le travail et ses fruits sont confisqués par les premiers.

Cette contradiction insurmontable du système a pris un tour aigu au bout des 30 dernières années. En effet l'offensive politique et sociale menée par la bourgeoisie, sous les couleurs du

(Suite en page 4)

SAUVONS LES PEUPLES ! A BAS LE CAPITALISME PREDATEUR !

"néolibéralisme" à entraîné une grave dégradation du pouvoir d'achat des masses travailleuses.

Un seul chiffre : dans les 15 pays de l'O.C.D.E. (pays riches de "l'Occident"), la part des revenus du travail dans la richesse créée a diminué de 10 pour 100 dans les 30 dernières années. Cette aggravation des inégalités est le résultat d'une lutte de classes menée de façon impitoyable par les dominants. Assurés de leur suprématie, ils ne s'en cachent même pas. M. Warren Buffet, une des premières fortunes mondiales -paraît-ils- déclare dans le New York Times du 26 novembre 2006 : *"la guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches qui mène cette guerre et nous sommes en train de la remporter" !!!* D'où cet autre chiffre fourni en 2005 par le Programme des Nations Unies pour le développement (Financial Times du 19 mai 2008) : les 50 plus grands fortunes du monde gagnent plus que les 416 millions de personnes les plus pauvres. Voilà l'origine de la "surproduction".

C'est la guerre de 1939-45 qui a "résolu" (!) la crise de 1929-33 en détruisant de façon brutale et inhumaine toute la "surproduction" accumulée et ouverte d'après-guerre avec la reconstruction une phase de croissance longue (baptisée 30 glorieuses 1945/1975) qui s'est achevée depuis une bonne trentaine d'années. L'éclatement de la crise actuelle a été retardé par plusieurs phénomènes liés à l'ouverture au marché capitaliste de nouveaux espaces (pays dominés antérieurement fermés au capitalisme, Retour de ancienne URSS au capitalisme, restauration du capitalisme "sur toute la ligne" -comme aurait dit Mao- dans la Chine communiste). Ces nouveaux marchés sont arrivés à une quasi saturation.

La crise actuelle signifie qu'on arrive au bout de ces soupapes de sécurité.

UNE CONJONCTION GRAVISSIME

La crise actuelle est d'autant plus grave qu'elle est concomi-

tante avec deux autres : la crise alimentaire dont les récentes famines n'ont été qu'une manifestation éclatante, la crise environnementale dont même les dominants les plus obtus ne peuvent plus cacher la réalité. Ces crises sont étroitement imbriquées et surdéterminées par la crise du capitalisme lui-même.

Cette conjonction est inédite, ce qui rend la situation bien plus périlleuse qu'en 1929-33 sans compter qu'on ne peut absolument pas se reposer cyniquement sur l'hypothèse d'une nouvelle guerre mondiale puisque aujourd'hui celle-ci serait clairement synonyme de destruction de l'espèce humaine.

Pour ces mêmes raisons il est illusoire et à vrai dire irresponsable de croire que l'on pourrait résoudre l'une de ces crises sans s'attaquer au capitalisme lui-même. L'écologie est anti-capitaliste ou n'est pas.

La conjonction de ces crises est une puissante source d'instabilité dans le monde. Non seulement les conflits et les guerres sont dans l'hor-

(Suite en page 5)

zon du système, mais encore l'instabilité politique grandira inévitablement avec l'incapacité des gouvernements bourgeois de porter des réponses concrètes aux problèmes des peuples et le discrédit des politiques en résultant.

L'idée que les pays riches pourraient se barricader derrière des barbelés infranchissables est non seulement insupportable sur le plan éthique mais pratiquement, matériellement, techniquement irréalisable.

Il y a belle lurette que nous Marxistes-révolutionnaires (GRS, IV^{ème} internationale) expliquons deux idées essentielles.

1- Le capitalisme a représenté une avancée par rapport aux modes de production antérieurs mais son maintien (aujourd'hui où ses contradictions ont dépassé le stade de la maturité) s'apparente à une manière de crime contre l'Humanité.

2- Le renversement de ce système n'est pas inscrit dans une sorte d'inéluctabilité garantie par "la science marxiste" comme l'ont trop souvent écrit les Staliniens.

Le capitalisme, s'il n'est pas remplacé par l'action consciente et révolutionnaire du prolétariat mondial, peut conduire à la barbarie comme disait Rosa Luxembourgeois ou à la destruction du genre humain comme le ré-

pètent Fidel Castro ou Hugo Chavez.

UN ROOSEVELT DU XXI^{ème} SIECLE ?

La relance de l'économie après la crise du 29-33 n'avait été que partielle et insuffisante. Mais même pour simplement "réamorcer la pompe", le Président étasunien de l'époque F.D. Roosevelt avait dû bousculer les tabous en mettant en application les idées d'un économiste plutôt iconoclaste pour l'époque : le britannique J.M. Keynes.

Lui aussi voulait sauver le capitalisme. Mais il avait lancé pour cela un gigantesque programme de grands travaux, mis temporairement les banques et la bourse sous le contrôle de l'Etat, pris une loi pour favoriser l'action syndicale des travailleurs afin de leur permettre de revendiquer du pouvoir d'achat. On est loin d'une telle "audace" chez les fondateurs actuels du capitalisme parmi lesquels il faut compter les "socialistes" apprivoisés d'aujourd'hui.

L'heure n'est pas à un nouveau Roosevelt issu du personnel politique de la bourgeoisie de tel ou tel pays. La "réunion des 20" Etats du 14 novembre ne tardera pas à le démontrer.

Il n'existe pas une classe bourgeoise internationale co-

hérente et structurée capable d'imposer l'intérêt du système dans son entier aux multiples conglomérats capitalistes à la recherche chacun du profit maximum à courte vue et chacun pour soi.

C'EST L'HEURE DU MOUVEMENT OUVRIER, C'EST L'HEURE DES MASSES POPULAIRES

Seul le mouvement ouvrier et ses alliés peuvent apporter des solutions à la crise actuelle. Pour les exploités, il n'y a pas le choix. Toute la politique des gouvernements actuels consiste à faire payer aux salariés les pots qu'ils n'ont pas cassés. De lourds sacrifices seront imposés aux classes dominées si elles ne réagissent pas. Mais pour être suffisants, ces sacrifices devraient correspondre à un véritable écrasement du mouvement ouvrier.

Dos au mur, les travailleurs réagiront. Aucune tâche politique n'est plus urgente, à l'échelle planétaire que d'accélérer le réarmement idéologique et politique de ce mouvement ouvrier et populaire pour qu'il agisse avec une audace suffisante.

Une idée fondamentale de Marx se vérifie ici. Les tra-

(Suite en page 6)

SAUVONS LES PEUPLES ! A BAS LE CAPITALISME PREDATEUR !

vailleurs (euses) ne peuvent s'émanciper qu'en émancipant la société entière.

A court terme, la sortie de la crise suppose la satisfaction des besoins humains les plus urgents.

Les mesures immédiates à prendre sont celles qui modifieront le rapport de force en faveur des classes dominées, celles qui leur permettront d'arracher du pouvoir d'achat, de sortir l'essentiel des services publics des appétits voraces du capital, de récupérer sans délai le terrain perdu dans le partage des richesses. Toute la validité du programme de transition de Léon Trotski ressurgit ici : échelle mobile des salaires, c'est à dire indexation des salaires sur le coût de la vie. En Belgique, en octobre, une puissante grève générale s'est déroulée sur ce thème pour répondre au gouvernement qui veut imposer un recul en la matière comme cela a été imposé en France il y a quelques décennies !

Partage du temps de travail entre toutes les mains ouvrières pour répondre à la gravité du chômage !

Interdiction des licenciements dans les entreprises

qui font du profit !

Transparence totale sur les mécanismes de l'économie pour permettre le contrôle des travailleurs et de la population en général sur la production, les échanges, les manœuvres financières !

Nationalisation du système bancaire avec une indemnisation sélective au profit des petits épargnants et mise en place de systèmes bancaires centralisés.

Défense intransigeante de l'amélioration et développement des services publics.

Etablissement d'un contrôle du commerce extérieur.

Mise en place d'un programme de grands travaux à des échelles nationales et plurinationales, programmes qui devraient intégrer fortement la dimension écologique pour faire face aussi bien à la crise du chômage qu'à celle de l'environnement. Oui à des grands travaux socialement utiles et écologiquement soutenables !

Ce ne sont là que quelques idées dans l'océan des propositions produites et diffusées par internet par divers réseaux d'économistes progressistes.

Mais une course de vi-

tesse est engagée entre les partisans du colmatage du système sur le dos des peuples et défenseurs des intérêts du plus grand nombre.

L'enjeu est colossal. Seule la mise en place d'un plan de survie des peuples et son exécution sans hésitation seront de nature à sauvegarder les chances d'une véritable émancipation au-delà du capitalisme mortifère d'aujourd'hui.

LE SOCIALISME DU XXI^{ème} SIECLE

Nous retombons inévitablement sur la nécessité du débat sur un socialisme pour le XXI^{ème} siècle. L'humanité ne part pas de zéro. Le renversement du capitalisme ne nous laissera pas sans boussole. Le gâchis du stalinisme n'a pas réussi à détruire les acquis théoriques de Marx, Rosa Luxembourg, de Lénine, de Trotski, de Che, d'Ernest Mandel, etc. Ces acquis ont été vérifiés dans les pratiques aussi bien positivement que négativement. Mais il faut sans relâche tout repasser au crible de la réflexion critique, sans craindre

SAUVONS LES PEUPLES ! A BAS LE CAPITALISME PREDATEUR !

de fouiller sous les décombres du stalinisme.

C'est une condition pour inventer, dans l'action et le début le socialisme émancipateur de l'époque nouvelle.

AGIR ET PENSER LOCAL ET MONDIAL!

Tout ce qui précède vaut pour notre petit pays comme pour le monde entier. Il est curieux de voir comment les partis politiques majoritaires, ceux qui dirigent les diverses institutions de ce pays sont discrets sur l'analyse, silencieux sur notre insertion de Martiniquai(e)s dans ces débats, muets sur les stratégies à mettre en œuvre face " la crise ". C'est comme si notre ambition se résumait à nous adapter, à prendre ce qu'on nous donne, à le gérer " au mieux " c'est à dire suivant les canons de ce libéralisme porteur de désagréments pour nous comme pour les autres, pour nous plus encore que pour les autres.

Certes, Claude Lise a au moins dénoncé les responsabilités de l'Etat (voir article sur les collectivités) mais cela ne suffit pas quand tout un sys-

tème est en cause. C'est la population qui faut mobiliser. La passivité n'est pas de mise. Nous n'avons pas à nous accommoder du capitalisme mondialisé. Toutes les revendications évoquées plus hauts doivent être reprises avec une déclinaison spécifique dans les colonies.

Nous avons à conquérir sans attendre le droit pour nos collectivités d'intervenir dans l'économie, nous avons à faire cette intervention au nom de notre propre survie quitte à bousculer la camisole de force de la législation française. Nous avons à créer une banque publique de développement ayant un pouvoir de contrôler de façon centralisée toutes les opérations de la finance chez nous ; nous avons à créer, à promouvoir et à soutenir tout ce qui est collectif (coopérative ouvrière, atelier public de production, société d'économie mixte.) même si ne s'agit là que d'instruments partiels et limités de résistance à la domination du tout capital.

Nous avons à mobiliser pour l'emploi public aussi bien celui découlant des services publics étatiques que

pour celui résultant de notre propre initiative de collectivités publiques martiniquaises.

Nous avons à établir le lien non pas seulement abstrait et verbal, mais concret et agissant avec toutes les forces qui dans notre région, en France et dans le monde nourrissent le même projet émancipateur que nous.

**Nos ennemis
rêvent de nous
voir tétanisés et
complexés par une
crise dont nous ne
sommes pas res-
ponsables.**

**C'est le moment
de leur montrer au
contraire une éner-
gie et une audace
redoublées.**

**Le GRS est prêt,
pour un tel pro-
gramme et à agir
avec toutes les
forces volontaires.**

Vite!

INTERVIEW : "Je suis LOUIS Joseph..."

Je suis LOUIS Joseph, je viens du Cap-Haïtien, une ville de la région du nord d'Haïti. Je suis coordonnateur de la branche régionale de l'UNNOH (Union Nationale des Normaliens d'Haïti) qui est un syndicat d'enseignants.

Q.- Lors de la lutte pour le renversement de Jean-Bertrand Aristide (JBA), les progressistes de la Caraïbe sont restés perplexes et divisés. Quelles étaient vos positions entre JBA et l'opposition officielle ? Avez-vous pu développer une 3ème position ?

R.- Dans une certaine mesure, l'UNNOH, comme beaucoup d'autres organisations de la société civile haïtienne, avait pris part à la mobilisation contre les dérives autoritaires, antidémocratiques et antipopulaires du régime présidé par M JBA. Ceci pour plusieurs raisons, notamment l'augmentation de la corruption dans le pays, la répression qu'exerçait la police nationale au côté des partisans armés du président, l'augmentation de l'inflation, l'abandon de la production nationale etc.

En effet la politique populiste et pseudo-démocratique conduite par l'équipe

gouvernementale contribuait grandement à affaiblir les structures, déjà fragiles, de résistance de base de la population haïtienne contre le projet néolibéral et contre la domination de l'oligarchie capitaliste. De plus, tant au niveau des différents ministères, des institutions autonomes de l'état au parlement et même à la présidence les scandales de corruption étaient répétitifs tandis que la capacité de l'état à faire face aux besoins élémentaires de la population s'amenuisait.

Le régime exerçait à travers la police nationale et ses partisans armés une répression systématique marquée par de graves violations des droits de l'homme et de l'état de droit. Parallèlement le niveau de vie de la population se détériorait. Cette politique à créer les conditions d'un retour en force de secteur rétrograde mis en quarantaine par la population.

Il est important de vous faire remarquer que très tôt dans le mouvement, un grand nombre d'organisations, dont l'UNNOH, tout en poursuivant la mobilisation, se sont démarquées de l'opposition traditionnelle et des organisations de l'oligarchie qui cherchaient à récupérer le mouvement et orienter les

principales revendications. Pour des raisons multiples elles n'ont pas pu se constituer une alternative.

Q.- L'élection de Préval semble avoir bénéficié du soutien d'une bonne partie de la gauche. La déception semble avoir été très rapide.

R.- L'opinion internationale s'est fait l'écho d'un vaste mensonge. Certainement Préval a bénéficié de l'appui de secteurs populaires. Il y a une tendance à confondre gauche et mouvement populaire. En réalité la gauche haïtienne reste à construire. Les mouvements de masse ne sont pas forcément de gauche. Préval, avec les licenciements d'environ 5000 syndiqués de la fonction publique et sa politique néolibérale, s'affirme chaque jour davantage comme un dirigeant de droite, avec un gouvernement répressif. Les syndicats sont particulièrement ciblés. Pour sûr il existe des déçus surtout du côté des lavalassiens partisans d'Aristide, mais pour une autre raison. Ces derniers comptaient utiliser le gouvernement de Préval pour le retour d'Aristide. La plate-forme lespwa est constituée de partis politiques traditionnels dont le seul objec-

je viens du Cap-Haïtien..."

tif est d'occuper le pouvoir juste pour le pouvoir. Nous demandons à nos frères caraïbes de nous aider à dénoncer la politique de Préval et ses désastreuses conséquences.

Q.- Devant cette soumission de Préval au néolibéralisme comment le mouvement populaire s'organisent t'elle ?

R.-Dans votre question se dessine la notion de coercition .Préval n'a nullement été contraint à appliquer cette politique capitaliste, ultralibérale. Lors de son premier mandat il avait initié la liquidation des entreprises publiques. A ce moment les mouvements de protestations des enseignants des lycéens a été vivement réprimés. La police, à l'époque, avait même occupé les locaux du lycée Pétiou de Port-au-Prince .Un bloc anti plan néolibéral s'était constitué au parlement. Le choix du néolibéralisme est un choix conscient de Préval.

Le mouvement populaire, en dépit des coups portés par le régime d'Aristide (cooptation, corruption et répression) s'est enrichi et renforcé qualitativement .Une décantation s'est effectué. Cette maturité nous permet de repartir sur de nouvelles bases.

Q.- On a beaucoup parlé à l'extérieur des émeutes de la faim d'Avril. On a vu en TV des gens mangeant des galettes de boue. Comment les choses se sont elles passées

R.-Ces émeutes présentées comme des émeutes de la faim étaient plutôt une réaction spontanée contre la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité. Le prix du sac de riz, par exemple, a doublé en moins d'un mois. Le peuple dans une action conjointe et dans tout le pays a manifesté son mécontentement contre la politique néolibérale ayant abouti à cette flambée des prix. Quant à cette question de galettes d'argile, encore une fois il s'agit d'une manipulation de l'opinion car ce ne sont pas des galettes de boue mais plutôt des galettes d'argile, un mêt dont la consommation en Haïti est antérieure à la crise alimentaire actuelle. Une crise qui d'ailleurs est mondiale.

Q.-Comment se développent les luttes contre le coût de la vie, les privatisations, la MINUSTA ?

R.-La lutte contre la MINUSTAH, les privatisations épouse plusieurs formes quoique timide. Notre présence ici cette IV assemblée participe de cette lutte qui au delà de la spécificité

haïtienne est une réalité caribéenne. La présence de la MINUSTAH en Haïti constitue une menace militaire pour les autres pays de la caraïbe, la République Dominicaine en particulier. Les privatisations touchent toute la caraïbe et même les colonies françaises de Martinique et de la Guadeloupe. D'ou la nécessité de développer des axes de lutte communs. L'UNNOH espère que vous avez signé la pétition qui exige le retrait de la MINUSTAH et que vous allez la diffuser dans votre pays

Q.- Quelque chose à ajouter ?

R.- La lutte de la nation caraïbe est une .nous devons affirmer notre identité caraïbe, retrouver les points de convergence de notre lutte pour mieux l'articuler. Il n'y a pas de sauvetage individuel. Sortir de cette situation de domination culturelle, économique, sociale où les puissances occidentales ont imposé à nos pays exige une synergie d'actions pour la libération totale du peuple caraïbe .Eliminer les frontières, les barrières linguistiques, le chauvinisme constituent autant d'effort à consentir pour briser cette camisole et retrouver notre dignité de peuple karayib

SENS ET PORTEE DE

Raphaël Confiant écrit qu'en tant que Martiniquais la seule chose qui le concerne, s'agissant d'Obama, c'est de savoir ce que sera sa politique extérieure. Cette façon de voir, faussement radicale, traduit une bien curieuse conception sur ce qui sépare politique intérieure et politique extérieure lorsqu'il s'agit d'un empire dominant. Elle indique une compréhension encore plus surprenante de ce qu'est le monde et ce qu'est la Martinique dans le monde, en ce début du XXIème siècle !

Si l'impact de l'élection d'Obama est si grand sur l'opinion publique mondiale, ce n'est pas un hasard.

Outre que les économies mondiales sont aujourd'hui plus ou moins interdépendantes, la situation étasunienne est d'emblée une question internationale. Les luttes de classes se déroulant dans la première puissance du monde ont d'emblée un impact au-delà des frontières du pays.

La position d'Obama sur l'immigration aux Etats-Unis (il a promis à la fois la régularisation des immigrants irréguliers et le renforcement du mur de la honte entre Etats-Unis et Mexique) affectera des centaines de milliers de gens hors des frontières US. Par ailleurs, pour prendre un autre exemple, l'évolution de la production cinématographique US aura plus d'influence sur la jeunesse martiniquaise que toutes les publications de n'importe lequel de nos romanciers martiniquais.

On peut évidemment le regretter, mais il en est ainsi

Enfin concernant l'aspect symbolique des choses, il est clair que l'élection de Barack Hussein Obama à la tête du pays du Ku-Klux-Klan, n'a pas une importance seulement pour sa communauté aux Etats-Unis. L'onde de choc de son élection n'a pas fini de secouer le monde politique français pris au piège de sa longue tradition de pays donneur de leçons à la planète entière, sans que cet excès d'honneur soit particulièrement justifié

Il n'y a pas un seul responsable politique français échappant aux questions des journalistes sur l'éventualité de la transposition de l'effet Obama en France ! Et ce n'est nullement sombrer dans l'obamania que d'observer avec intérêt l'impact de cette élection sur les jeunes immigrés des banlieues françaises qui se soucient sans doute assez peu des détails de la "politique extérieure des Etats-Unis" !

CE QUE REVELE L'ELECTION

Une élection qui a entraîné une participation record dans un pays gangrené par une abstention aussi forte que celle qui existe, pour beaucoup d'élections, chez nous même, est forcément révélatrice de certaines choses.

La dramatisation de ce scrutin exprime d'abord la profon-

deur du rejet de Bush et de sa politique désastreuse. L'Irak, Katrina, Guantanamo, Subprimes, sont des mots charriant la honte ou leur ressentiment par des millions de citoyens US, des mots symbolisant une arrogance détestable et une indifférence remarquée à l'égard des plus démunis. Le peuple des USA, dans ses différentes composantes, a visiblement voulu se débarrasser de Bush et accessoirement du parti républicain lui-même.

Pour y parvenir, beaucoup ont sans doute dû surmonter leurs préjugés racistes. Notons tout de même que les sondages à la sortie des urnes pour Mac Cain parmi les Blancs. Notons encore que les mêmes sondages apprennent que la majorité des ouvriers a voté Obama. Ceci étant, il reste que Barack Obama n'aurait pu l'emporter sans les suffrages d'une frange significative de l'électorat républicain blanc, désireuse de faire un pas en avant. Par ailleurs, l'occasion était idéale pour se donner et pour donner au pays une image non raciste, moins détestable aux yeux d'un monde trop souvent piétiné.

Barack Obama n'est pas un Afro-Etasunien de tradition et il a su tenir avec brio le langage convenant à son objectif d'accéder au poste de Président. Le pas ainsi accompli est aussi le fruit d'une lutte longue, parfois violente et toujours héroïque des combattants antiracistes

La lutte des descendants de peuples africains pour la dignité,

L'ELECTION D'OBAMA

pour l'égalité et même pour la simple reconnaissance de leur humanité doit être une nouvelle fois saluée à cette occasion.

Barack Obama a eu l'honnêteté et l'intelligence de le reconnaître. Il était a-t-il dit, sur les épaules de Martin Luther King, de Rosa Parks, de Malcom X. Sans le sacrifice de ces ancêtres là, il n'y aurait pas eu la victoire électorale d'aujourd'hui.

Et ceux qui croupissent encore dans les geôles racistes des USA, comme Abu Jamal, ont droit à la même reconnaissance et donc d'abord à ce que justice leur soit enfin rendue.

LES ENVOLEES DE L'ILLUSION

On a tout entendu avec cette élection. Barack Obama serait comme un nouveau messie. Le monde allait devenir ipso facto plus humain. Etc.

Il n'y a aucune raison de perdre la tête.

Le monde n'a pas changé de base. Les Etats-Unis non plus. Barack Obama ne s'est pas émancipé de l'emprise de la bourgeoisie US, de l'impérialisme étasunien. Il n'a pas une seule fois exprimé le rêve de se situer plus à gauche que ses prédécesseurs démocrates. S'il envisage le retrait des marines d'Irak, c'est pour renforcer leur présence en Afghanistan ! Concernant le nucléaire iranien, l'avertissement est clair : " inacceptable ! ". Venant du président non encore investi du seul pays ayant déjà utilisé à deux

reprises la bombe atomique contre des populations civiles, cette réaffirmation de la position léonine d'un Georges Bush laisse est édifiante.

Barack Obama partage le "rêve américain" dont il serait un exemple, voire une création. Il répète sans doute en toute sincérité son adhésion aux mythes fondateurs des USA, à l'ombre des pères de la nation dont il se veut l'héritier fidèle. Mais, même s'il affirme son admiration pour Abraham Lincoln, il évite de suivre l'exemple de ce dernier qui, répudiant les banques usurières, avait décidé de la création par l'Etat fédéral du fameux green back (billet vert). Le contexte n'a pourtant jamais été plus favorable qu'aujourd'hui !

Il y a dans ce retour aux origines un télescopage historique de taille. D'abord soulignons que les " pères fondateurs " n'ont pas opéré la critique du génocide amérindien. C'est pourtant sur ce génocide que s'est construite la nation US. Barack Obama ne l'ignore pas. Ensuite, s'il y a un souffle libérateur et démocratique dans les messages des fondateurs, c'est parce qu'à l'époque ils luttaient contre le colonialisme britannique, contre la domination des trusts financiers, contre une oppression héritée de la période pré-capitaliste.

En se drapant dans ces souvenirs héroïques Barack Obama roule sur du velours. Mais cela ne devrait pas le dispenser d'effectuer un retour critique sur les my-

thes fondateurs. Car ces mythes n'ont pas empêché un siècle supplémentaire d'esclavage ni la transformation du pays en une redoutable puissance impérialiste, s'appuyant sur la manipulation de ce glorieux passé.

Le refus de Barack Obama d'opérer la critique radicale de ces limites en allant au-delà de quelques allusions critiques n'est pas de bon augure.

Il est d'ailleurs évident que les forces qui entourent, accompagnent et chouchoutent Barack Obama n'accepteraient pas une démystification du " rêve américain ", de la " démocratie américaine " etc.

LES RAVAGES DE L'OBAMANIA

Il est encore plus inquiétant de voir d'authentiques anticolonialistes martiniquais se départir à leur tour de tout esprit critique dans leur célébration d'Obama et même prôner la réconciliation avec le drapeau U.S. Oubliée la notion d'impérialisme ? Disparues les classes sociales ? Effacée la nature de classe du parti démocrate ?

Le rôle des militant(e)s n'est pas de surfer sur les illusions charriées par l'enthousiasme des composantes les moins critiques de la population mais au contraire de préparer les luttes de demain en défendant une vision lucide des faits et des tendances à l'œuvre dans le réel.

(Suite en page 12)

SENS ET PORTEE DE L'ELECTION D'OBAMA

Il existe toujours une part d'incertitude dans ce qu'il faut attendre de telle ou telle personnalité politique d'envergure propulsée dans des situations complexes. Certes. Prudence et humilité s'imposent quand il s'agit de prévoir le futur. Mais cela n'autorise pas à oublier les leçons du passé, ni à abandonner toute analyse de classes, ni à éviter de lire les programmes.

D'autres ont vanté le "*discours rassembleur, toutes races et toutes classes confondues*". Mais dis-moi qui tu veux rassembler et je te dirai à coup sûr ce que tu ambitionnes de faire. Nul ne peut, évidemment, reprocher à un candidat à la présidence des Etats-Unis d'en appeler à la population au-delà des différences des races. Mais prétendre vouloir s'appuyer aussi bien sur les laissés pour compte que sur les milieux d'affaires c'est assurément indiquer que les choses resteront en l'état. Le "*changement*" annoncé ne peut inclure, dans ces conditions, la transformation sociale sans laquelle les Etats-Unis resteront un pays d'exploitation et d'oppression dont les victimes seront les mêmes : les classes pauvres. Et l'on sait que les afro-descendants et les immigrés latinos sont les plus nombreux dans ces catégories.

Faire abstraction de ces vérités de base, c'est favoriser de façon purement opportuniste une régression de la conscience politique du plus grand nombre.

NOS ESPERANCES ET NOS TACHES

L'élection de Barack Hussein Obama est un fait inédit, original, difficile à imaginer il y a encore quelques années, sauf dans les fictions télévisuelles et les gospels nostalgiques de chanteurs et chanteuses noirs américains. Les rumeurs des années 90 concernant Colin Powel en furent déjà les prémices. Ce fait brut nous commande un effort dialectique, loin des simplismes trompeurs et émotionnels. Sur le plan du symbole et pour toutes les communautés opprimées c'est un séisme réjouissant ! C'est une défaite de la morgue raciste, un bol d'air frais dans l'atmosphère empuantie des partisans de la "*guerre des civilisations*". Même Mac Cain le comprend ! Mais la lutte ne se résume pas aux symboles.

La réalité des classes sociales, la structure de l'impérialisme, ses instruments fondamentaux restent en place. Et le nouveau futur locataire noir de la maison blanche n'a pas annoncé l'intention de s'en prendre à ces réalités lourdes. Si par miracle, l'idée lui en venait, cela se saurait très vite.

Le plus sûr et le plus immédiat c'est donc le nouveau visage - sans jeu de mots - qu'il donnera du

système capitaliste-impérialiste des Etats-Unis.

Se battre contre toute nouvelle mystification géante à l'échelle planétaire est notre première tâche.

Il faut souhaiter que dans la nouvelle situation qui s'ouvre les mouvements afro descendants, les militants immigrés et le mouvement ouvrier de tout le pays se sentiront encouragés. La chance pour qu'un changement réel se produise dans cette grande puissance dépend de l'activité indépendante de ces mouvements contestataires. Trop peu de commentateurs, même parmi les militants anti-impérialistes ont fait preuve de curiosité pour ces mouvements, pour leurs activités et leurs analyses. Or ces mouvements sont nos véritables alliés. C'est à eux que va notre solidarité. C'est à ceux que nous devons faire appel pour que leur intervention empêche la transformation du rêve en cauchemar pour le plus grand nombre.

C'est l'entrée en action de toutes les forces de contestation du capitalisme et de l'impérialisme US qui nous aidera, partout dans le monde, à garder le cap sur l'indispensable lutte pour l'émancipation humaine.

*Philippe Pierre-Charles
Max Rustal*

PS : Le Ku Klux Klan fondé est une organisation suprématiste blanche des USA. Hostile à tous les non blancs de la population étasunienne (Indiens, Chinois, Portoricains etc.), le Klan s'est tristement illustré par le lynchage des nègres dans les mises en scène aussi cruelles que sinistres.